

La Sécu c'est vital !

Il faut en finir avec les difficultés d'accès aux soins, les déserts médicaux, les hôpitaux publics en péril, les dépassements d'honoraires, le déremboursement des médicaments, la remise en cause des indemnités journalières, le transfert vers les complémentaires ! Il faut en finir avec le manque de moyens et de personnels dans les EHPAD et les services d'aide à domicile, la retraite à 64 ans, les pensions de plus en plus basses ...

Le développement du privé lucratif dans le champ de la santé et de l'autonomie détruit la Sécurité sociale. La seule issue, c'est le service public !

La sécurité sociale, comme les services publics, est à la fois nécessaire au bien vivre ensemble et à la bonne économie de notre pays. Le 80^{ème} anniversaire de la Sécurité Sociale ne doit pas être l'année de son enterrement, comme le voudraient le gouvernement et le patronat mais au contraire celle d'un nouvel élan.

L'ambition du Conseil National de la Résistance : « *un plan complet de Sécurité Sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État.* », ne doit pas être dénaturée : solidarité, universalité, démocratie.

Un nouvel élan pour la Sécurité Sociale, c'est un haut niveau de protection garantissant l'accès aux soins de toutes et tous, prenant en charge les besoins en autonomie et assurant une retraite dans de bonnes conditions, en lien avec le développement des services publics.

Le but du gouvernement, poussé par le patronat, c'est non seulement d'étrangler financièrement la Sécurité sociale au prétexte d'une dette artificiellement construite mais aussi d'en tuer les principes de solidarité.

Ni capitalisation, ni assurance dépendance obligatoire, ni TVA sociale, ni augmentation de la CSG, etc ... Nous privilégions le financement de la Sécurité Sociale par la cotisation c'est à dire l'affectation d'une partie des richesses produites par le travail à la protection sociale solidaire.

Les moyens financiers existent pour répondre aux besoins. Nous demandons l'accroissement des recettes de la Sécurité sociale par les cotisations, notamment en faisant contribuer les revenus financiers des entreprises.